



**Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires**

**RENSEIGNEMENTS ACTUALISÉS SUR LE FONCTIONNEMENT DU  
FONDS POUR L'APPLICATION DES NORMES ET  
LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE**

NOTE DU SECRÉTARIAT<sup>1</sup>

**1 PRÉSENTATION**

1.1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) est un partenariat mondial qui aide les pays en développement à appliquer les normes, les directives et les recommandations internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé animale et de préservation des végétaux afin de gagner et de maintenir un accès aux marchés. Plus spécifiquement, le Fonds sensibilise à l'importance du renforcement des capacités SPS, mobilise des ressources supplémentaires et renforce la collaboration entre les fournisseurs d'assistance dans le domaine SPS. Il apporte également un soutien et un financement en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets qui favorisent le respect des prescriptions SPS internationales.

1.2. Le STDF a été établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). D'autres organisations menant des activités de coopération technique dans le domaine SPS, des donateurs contribuant au STDF et des experts de pays en développement participent aussi activement aux travaux du Fonds. Les Secrétariats de la Commission du Codex Alimentarius et de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) y participent également.

1.3. Les délégués qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires sur le STDF sont invités à en consulter le site Web et à s'abonner à sa liste de diffusion électronique.<sup>2</sup> La prochaine réunion du Groupe de travail du STDF se tiendra les 20-21 octobre 2016.

**2 NOUVEAU FILM DU STDF "CACAO: UNE CHAÎNE DE VALEUR SUCRÉE"**

2.1. Le Fonds a produit un nouveau court métrage intitulé "**Cacao: une chaîne de valeur sucrée**".<sup>3</sup> Le film suit le parcours de la fève de cacao de la plantation tropicale à l'un des produits les plus appréciés du monde, le chocolat. Il met en avant la façon dont aujourd'hui, dans la chaîne de valeur mondiale, les capacités SPS contribuent à faire en sorte que les cacaoyers soient exempts de parasites et de maladies et à garantir l'innocuité du chocolat pour les consommateurs. En outre, il attire l'attention sur les différents acteurs qui jouent un rôle dans la préservation de l'innocuité de la chaîne de valeur du cacao, des petits exploitants agricoles d'Afrique de l'Ouest aux fabricants de chocolat européens. La première du film a eu lieu récemment à la Conférence mondiale sur le cacao, qui s'est tenue en République dominicaine, et est à présent disponible pour des projections et des stages de formation.

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

<sup>2</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr>.

<sup>3</sup> Voir: <http://standardsfacility.org/fr/video-gallery>.

---

### **3 STIMULER L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT – SÉANCE D'INFORMATION ORGANISÉE CONJOINTEMENT PAR LE STDF ET L'ONUDI LE 21 JUIN 2016**

3.1. Le STDF, en partenariat avec l'ONUDI, organise une séance d'information<sup>4</sup> le **21 juin 2016** au siège de l'OMC à Genève. Elle sera axée sur le projet élaboré conjointement par le STDF et l'ONUDI à Sri Lanka, intitulé "Renforcer les capacités en matière de conformité, de production et de compétitivité pour la chaîne de valeur de la cannelle à Sri Lanka".<sup>5</sup> Les délégués sont invités à participer à la séance pour découvrir comment les prescriptions SPS ont modifié en profondeur le secteur de la cannelle sri-lankais et comment l'enregistrement d'une indication géographique pour la cannelle de Ceylan a donné naissance à un solide partenariat entre le secteur public et le secteur privé. Fondée sur l'expérience de Sri Lanka, la séance sera axée sur des approches permettant d'exploiter des aides par secteur pour favoriser la mise en place d'une chaîne de valeur intégrée.

### **4 SÉMINAIRE SUR LA CERTIFICATION ÉLECTRONIQUE DANS LE DOMAINE SPS – 28 JUIN 2016**

4.1. Le STDF organisera un séminaire sur la certification SPS électronique le mardi 28 juin 2016 au siège de l'OMC à Genève. L'objectif général du séminaire est d'échanger des renseignements et des données d'expérience concernant l'utilisation de la certification électronique dans le domaine SPS, d'identifier les principales difficultés et possibilités pour les pays en développement et d'envisager différents moyens de faciliter la transition des procédures utilisant des supports papier à des procédures commerciales SPS transfrontières automatisées. Un programme provisoire pour le séminaire peut être consulté sur le site web du STDF.<sup>6</sup>

4.2. La capacité d'accueil étant limitée, la participation au séminaire devra faire l'objet d'une inscription préalable. Les participants seront inscrits dans l'ordre des demandes, jusqu'à ce que la capacité maximale soit atteinte. Pour vous inscrire et obtenir des renseignements supplémentaires sur le séminaire, veuillez consulter le site Web du STDF.<sup>7</sup> Un podcast complet du séminaire (comprenant des liens et des enregistrements vidéo des présentations des intervenants) sera publié sur le site Web du STDF après le séminaire.

### **5 PUBLICATION DU RAPPORT ANNUEL 2015 DU STDF INTITULÉ "RENFORCER LES CAPACITÉS SPS ET OBTENIR DES RÉSULTATS"**

5.1. Le STDF a publié en ligne son rapport annuel pour l'année 2015.<sup>8</sup> Ce rapport donne un bref aperçu des résultats du partenariat mondial du STDF en 2015 en matière de renforcement des capacités SPS en vue d'aider les pays en développement à obtenir et à conserver l'accès aux marchés. Des résultats ont été obtenus grâce au soutien massif des partenaires du STDF (la Banque mondiale, la FAO, l'OIE, l'OMC et l'OMS), des Secrétariats de la CIPV et du Codex; à onze donateurs ayant contribué à hauteur de 4,7 millions de dollars EU en 2015; à six experts de pays en développement; et à des organisations ayant le statut d'observateur (y compris la Banque interaméricaine de développement, le CABI, le CCI, la CNUCED, l'IICA, l'OCDE, l'ONUDI, l'ORISA, et l'Union africaine), ainsi qu'à un vaste réseau mondial.

### **6 PRIORITÉS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS DANS LE DOMAINE SPS POUR L'ACCÈS AUX MARCHÉS**

6.1. Le guide de l'utilisateur du STDF intitulé "Établissement de priorités dans les investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés (P-IMA): un cadre pour éclairer et améliorer les processus de prise de décisions dans le domaine SPS" a été publié en mars 2016. Jusqu'à présent, ce cadre a été utilisé pour établir des priorités parmi les options d'investissement dans le domaine SPS dans dix pays en développement (Belize, Éthiopie, Malawi, Mozambique, Namibie, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Viet Nam et Zambie) qui diffèrent considérablement de par l'ampleur et la diversité de leurs exportations de produits alimentaires et agricoles, et de par leurs besoins en

---

<sup>4</sup> Voir: [http://www.standardsfacility.org/STDF\\_UNIDO\\_Cinnamon\\_event](http://www.standardsfacility.org/STDF_UNIDO_Cinnamon_event).

<sup>5</sup> Pour plus de renseignements sur le projet STDF/ONUDI voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/PG-343>.

<sup>6</sup> Voir: [http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/Provision\\_programme\\_290516.pdf](http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/Provision_programme_290516.pdf).

<sup>7</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/STDF-eCert-Seminaire>.

<sup>8</sup> Voir: [http://standardsfacility.org/sites/default/files/STDF\\_Annual\\_Report\\_2015\\_FINAL.pdf](http://standardsfacility.org/sites/default/files/STDF_Annual_Report_2015_FINAL.pdf).

matière de renforcement des capacités SPS. Cette expérience a mis en lumière plusieurs avantages du cadre P-IMA consistant, par exemple, à faciliter le dialogue public-privé sur les questions SPS, à mieux sensibiliser les responsables politiques aux avantages du renforcement des capacités SPS, à éclairer et améliorer les processus nationaux de planification et de prise de décisions dans le domaine SPS, à soutenir l'élaboration de projets et à mobiliser des fonds additionnels.

6.2. Le STDF a organisé une séance d'information sur le cadre P-IMA en marge du Comité SPS en mars 2016. L'objectif de cette séance d'information était de présenter brièvement le nouveau guide de l'utilisateur du cadre P-IMA et de partager l'expérience des quelques pays ayant utilisé cette approche. Les exposés présentés lors de la séance d'informations, le guide de l'utilisateur du cadre P-IMA ainsi qu'une note de synthèse peuvent être consultés sur le site Web du Fonds.<sup>9</sup>

## 7 ANALYSE CONJOINTE CIR/STDF SUR LES QUESTIONS SPS DANS LES EDIC

7.1. Les Secrétariats du STDF et du Cadre intégré renforcé (CIR)<sup>10</sup> ont entrepris une étude conjointe pour analyser la manière dont les questions SPS sont traitées dans les études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC)<sup>11</sup> du CIR et définir les bonnes pratiques pour les futures études et leur mise en œuvre. Cette étude présente les bonnes pratiques et comprend plusieurs recommandations pratiques et stratégiques pour améliorer l'analyse des questions SPS dans le processus EDIC, renforcer la capacité à mettre en œuvre des actions SPS et encourager les synergies entre les processus relevant du CIR et du STDF. Il y est notamment recommandé de mieux utiliser les évaluations pertinentes dans le domaine SPS, y compris les outils d'évaluation de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, et d'envisager des moyens de faire participer des organisations internationales menant des activités de renforcement des capacités dans le domaine SPS (comme la FAO) aux processus du CIR. Une note d'information CIR/STDF présentant la portée de ces travaux conjoints et les constatations et recommandations en résultant peut être consultée sur le site Web du STDF.<sup>12</sup> L'étude sera publiée sous peu sur le site Web du STDF.

## 8 ÉLABORATION DES PROJETS

8.1. Le STDF dispense des conseils et un soutien aux requérants sur les questions liées à l'élaboration des projets dans le domaine SPS et finance des DEP. Des DEP pouvant aller normalement jusqu'à 50 000 dollars EU sont disponibles pour aider les bénéficiaires à formuler leurs besoins SPS et à élaborer des propositions de projet techniquement solides et durables. Ces dons peuvent être demandés aux fins suivantes: i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer l'impact potentiel et la viabilité économique des propositions (coûts et avantages escomptés); et iii) élaboration de propositions de projets susceptibles d'être financées par d'autres donateurs ou par le STDF.

8.2. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé **74 DEP** au total. Des renseignements concernant les DEP en cours et passés sont disponibles sur le site Web du STDF.<sup>13</sup> Le Groupe de travail du STDF pourra accepter de financer d'autres dons pour l'élaboration de projets à sa prochaine réunion, qui se tiendra les 20-21 octobre 2016.

## 9 MISE EN ŒUVRE DES PROJETS

9.1. Des dons pour la réalisation de projets allant jusqu'à 1 million de dollars EU sont disponibles auprès du STDF. Sont considérés d'une manière favorable les projets consacrés: i) à l'identification, l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris les projets qui conçoivent et appliquent des approches novatrices et reproductibles; ii) au recours à des approches régionales pour remédier à des

<sup>9</sup> *Idem.*

<sup>10</sup> Le CIR est un programme de renforcement des capacités destiné aux pays les moins avancés (PMA). Pour de plus amples renseignements, voir: <http://www.enhancedif.org/fr/about/how-does-it-work>.

<sup>11</sup> L'EDIC est une pierre angulaire des activités du CIR dans les PMA s'agissant de l'intégration et de l'incorporation du commerce dans les plans nationaux de développement. L'EDIC constitue la base de toutes les interventions ultérieures et établit les priorités en vue d'accroître les exportations des PMA.

<sup>12</sup> Voir: [http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF\\_Briefing\\_no12\\_FR.pdf](http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF_Briefing_no12_FR.pdf).

<sup>13</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/projectpreparationgrants>.

contraintes SPS; et/ou iii) à la mise en œuvre d'approches collaboratives englobant la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale et la préservation des végétaux et le commerce.

9.2. Les bénéficiaires doivent contribuer au projet avec leurs propres moyens, soit par une mise de fonds, soit par des contributions en nature telles que la mise à disposition de personnel, de locaux, de véhicules ou d'autres avoirs existants.

9.3. Depuis sa création, le STDF a approuvé le financement de **75 projets** au total. Des renseignements concernant les dons pour la réalisation de projets (DRP) en cours et achevés sont disponibles sur le site Web du STDF.<sup>14</sup> Le Groupe de travail du STDF pourra accepter de financer d'autres projets à sa prochaine réunion, qui se tiendra les 20-21 octobre 2016, en fonction des ressources disponibles dans le fonds d'affectation spéciale du STDF.

9.4. L'annexe 1 contient un aperçu des projets et des DEP du STDF en cours. Depuis sa création, le STDF a consacré 64% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et à d'autres pays à faible revenu (APFR), comme le montre la figure 1 ci-dessous. Il atteint donc régulièrement son objectif, qui est de consacrer au moins 40% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et aux APFR. En particulier, la part des ressources destinées aux DEP attribuée aux PMA et aux APFR reste élevée (78% du budget global consacré aux DEP).

Figure 1: Projets du STDF et DEP (\$EU)

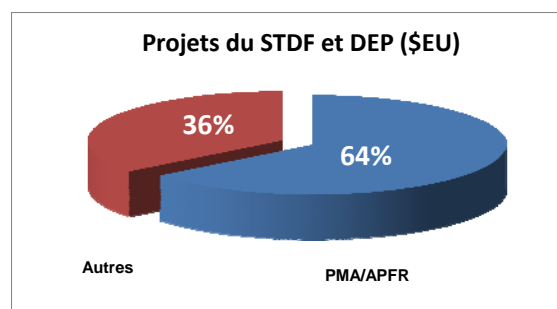
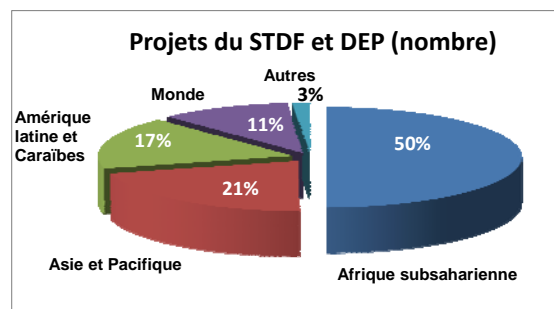


Figure 2: Projets du STDF et DEP (nombre)



9.5. La figure 2 ci-dessus montre que 50% du total des projets du STDF et des DEP sont consacrés à l'Afrique subsaharienne, 21% à l'Asie et 17% à l'Amérique latine et aux Caraïbes. En outre, 11% des projets du STDF et des DEP peuvent être classés comme mondiaux.

9.6. Les demandes de financement par le STDF peuvent être présentées à tout moment de l'année mais doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour pouvoir être examinées à cette occasion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le **19 juillet 2016**. De plus amples renseignements sur les critères d'admissibilité, les formulaires de candidature, etc., sont disponibles sur le site Web du STDF.

Étapes qu'il est recommandé de suivre pour demander le financement par le STDF de projets ou de DEP:

1. Consultez nos pages consacrées aux DEP <http://www.standardsfacility.org/fr/projectpreparationgrants> et aux projets <http://www.standardsfacility.org/fr/projectgrants> pour voir des exemples antérieurs.
2. Lisez attentivement notre note d'orientation pour la présentation de demandes: [http://standardsfacility.org/sites/default/files/STDFGuidanceNote\\_French\\_FINAL\\_2015.pdf](http://standardsfacility.org/sites/default/files/STDFGuidanceNote_French_FINAL_2015.pdf)
3. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/région.
4. Envoyez-nous une brève note descriptive sur le projet que vous envisagez ([STDFSecretariat@wto.org](mailto:STDFSecretariat@wto.org)) pour obtenir en retour des informations sur son admissibilité éventuelle et ses chances de financement.
5. Remplissez un formulaire de candidature ("<http://www.standardsfacility.org/fr/formulaires-de-demande>") et renvoyez-le par voie électronique avant la date limite.

<sup>14</sup> See: <http://www.standardsfacility.org/fr/projectpreparationgrants>.

## ANNEXE 1

### APERÇU DES PROJETS ET DES DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS DU STDF EN COURS

#### PROJETS

Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Contribution du STDF (\$EU)
STDF/PG/242	Stratégie visant à renforcer le système SPS aux Comores	Comores	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	17 septembre 2012	16 septembre 2016	1 033 673 \$
STDF/PG/303	Étude régionale de l'alimentation totale pour l'Afrique subsaharienne	Bénin, Cameroun, Mali, Nigéria	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	1 <sup>er</sup> avril 2014	31 mars 2017	1 063 708 \$
STDF/PG/316	Renforcement du contrôle phytosanitaire et des services de diagnostic en Azerbaïdjan	Azerbaïdjan	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	1 <sup>er</sup> septembre 2014	28 février 2017	1 000 000 \$
STDF/PG/321	Renforcement des capacités commerciales des petits crevetticulteurs du Bangladesh	Bangladesh	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	1 <sup>er</sup> avril 2012	30 juin 2016	568 750 \$
STDF/PG/337	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides dans le cadre de l'ASEAN	États membres de l'ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)	1 <sup>er</sup> décembre 2012	30 novembre 2016	607 000 \$
STDF/PG/343	Programme de développement de compétences pour la filière de la cannelle à Sri Lanka	Sri Lanka	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	1 <sup>er</sup> juillet 2012	30 avril 2016	630 000 \$
STDF/PG/344	Établissement d'une école virtuelle régionale d'inspection des produits alimentaires en Amérique centrale et en République dominicaine	Amérique centrale, République dominicaine	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	1 <sup>er</sup> juillet 2012	30 juin 2016	905 225 \$
STDF/PG/345	Programme pour la sécurité alimentaire humaine et animale en Amérique latine et dans les Caraïbes	Argentine, Brésil, Chili, Costa Rica, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay	Association latino-américaine des fabricants d'aliments pour animaux (FEEDLATINA)	15 février 2014	14 février 2017	991 100 \$
STDF/PG/346	Élimination des obstacles, facilitation des échanges entre les États membres du COMESA	Membres du COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	1 <sup>er</sup> novembre 2014	31 octobre 2017	902 690 \$
STDF/PG/354	Amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des fruits et légumes à Sri Lanka	Sri Lanka	Centre du commerce international (ITC)	1 <sup>er</sup> mars 2013	31 mai 2016	562 484 \$
STDF/PG/359	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides pour l'Afrique	Bénin, Cameroun, Ghana, Kenya, Mali, Ouganda, Sénégal, Tanzanie, Zambie	Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA)	1 <sup>er</sup> mai 2013	30 avril 2017	446 150 \$

Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Contribution du STDF (\$EU)
STDF/PG/381	CocoaSafe: renforcement des capacités et partage des connaissances dans le domaine SPS pour le secteur du cacao en Asie du Sud-Est	Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée	Organisation internationale du cacao (OIC)	1 <sup>er</sup> novembre 2013	30 avril 2016	604 491 \$
STDF/PG/401	Formation de facilitateurs de l'évaluation des capacités phytosanitaires	Pays en développement	Convention internationale pour la protection des végétaux (FAO-CIPV)	1 <sup>er</sup> avril 2014	30 septembre 2016	655 436 \$
STDF/PG/432	Évaluation de l'impact sur le commerce et la protection régionale des végétaux de systèmes d'information simplifiés pour la surveillance et le signalement des organismes nuisibles (pays d'Asie-Pacifique)	Pays d'Asie-Pacifique	Département australien de l'agriculture et des ressources en eau	À déterminer	À déterminer	997 595 \$
STDF/PG/436	Renforcement de la capacité régionale de l'Amérique latine de se conformer aux prescriptions en matière d'exportation pour les pesticides	Bolivie, État plurinational de; Colombie; Costa Rica; El Salvador; Équateur; Guatemala; Honduras; Nicaragua; Panama; Pérou; République dominicaine	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	1 <sup>er</sup> octobre 2013	30 septembre 2016	346 450 \$
STDF/PG/460	Mise en œuvre de la NIMP n° 15	Botswana, Cameroun, Kenya, Mozambique	Institut international d'études sociales (ISS) – Université Erasmus de Rotterdam	1 <sup>er</sup> février 2015	31 janvier 2017	285 159 \$
STDF/PG/486	Amélioration de la sécurité sanitaire des aliments et de la conformité aux mesures SPS afin d'accroître les revenus d'exportation de la chaîne de valeur des graines oléagineuses au Myanmar	Myanmar	Centre du commerce international (ITC)	17 août 2015	16 août 2018	736 671 \$
STDF/PG/489	Assistance technique dans le domaine SPS et en faveur de la chaîne de valeur afin d'améliorer l'accès aux marchés pour les pêcheries artisanales et de petite taille en Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Sénégal	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	1 <sup>er</sup> septembre 2015	31 août 2017	910 714 \$
STDF/PG/495	Accréditation des tests de diagnostic en laboratoire pour les maladies animales dans les pays membres de l'OIRSA	Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine	Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux (OIRSA)	1 <sup>er</sup> mars 2016	28 février 2019	793 300 \$

Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Contribution du STDF (\$EU)
STDF/PG/502	Renforcement régional pour la mise en œuvre des mesures phytosanitaires et l'accès aux marchés dans les pays membres du COSAVE	Argentine; Bolivie, État plurinational de; Brésil; Chili; Paraguay; Pérou; Uruguay	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	1 <sup>er</sup> novembre 2015	31 octobre 2018	985 700 \$
STDF/PG/504	Facilitation du commerce électronique au niveau mondial: renforcer la sûreté du commerce des plantes et des produits d'origine végétale grâce à l'innovation (e-phyto)	Monde	Convention internationale pour la protection des végétaux (FAO-CIPV)	À déterminer	À déterminer	1 000 000 \$
STDF/PG/515	Traçabilité de la filière du miel au Guatemala	Guatemala	Direction de la sécurité sanitaire des produits alimentaires – Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (MAGA) du Guatemala	15 décembre 2015	14 décembre 2017	45 400 \$

## DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP)

Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Contribution du STDF (\$EU)
STDF/PPG/375	Élaboration d'un projet pour la mise en place d'une stratégie nationale dans le domaine SPS au Togo	Togo	Antoine Nguz	15 juin 2016	15 décembre 2016	38 000 \$
STDF/PPG/379	Promouvoir la participation effective des États membres de la SADC au Comité SPS de l'OMC	États membres de la SADC	Kevin Walker (consultant)	15 juillet 2013	À approuver	25 000 \$
STDF/PPG/392	Intégration des questions SPS en Sierra Leone: une approche globale de la chaîne alimentaire pour développer le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires	Sierra Leone	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	1 <sup>er</sup> novembre 2013	À approuver	39 000 \$
STDF/PPG/431	Gestion de l'aflatoxine dans le piment au Pakistan	Pakistan	Conseil pakistanais de la recherche agricole (PARC)	1 <sup>er</sup> mai 2015	À approuver	34 000 \$
STDF/PPG/435	Renforcement du respect des prescriptions SPS dans la production de sésame au Soudan en vue d'améliorer l'accès aux marchés internationaux	Soudan	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	1 <sup>er</sup> juin 2015	À approuver	50 000 \$
STDF/PPG/447	Élaboration d'une proposition de projet pour répondre aux besoins en capacités SPS, en mettant l'accent sur le système national de sécurité sanitaire des produits alimentaires du Tadjikistan	Tadjikistan	Centre du commerce international (ITC)	1 <sup>er</sup> octobre 2015	30 septembre 2016	40 600 \$
STDF/PPG/453	Renforcement des capacités et simplification des mécanismes d'appui en vue d'harmoniser la certification dans le domaine de l'aquaculture	États membres de l'ASEAN	Réseau des centres d'aquaculture d'Asie et du Pacifique (NACA)	1 <sup>er</sup> juin 2014	À approuver	48 000 \$
STDF/PPG/477	Amélioration des capacités sanitaires et facilitation des exportations de bétail et de produits de l'élevage en Éthiopie	Éthiopie	Ministère de l'agriculture, Département du développement de l'élevage, Direction des services vétérinaires	11 mai 2015	À approuver	37 500 \$



Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Contribution du STDF (\$EU)
STDF/PPG/481	Renforcer les capacités phytosanitaires dans le secteur horticole en Zambie	Zambie	Ruth Frampton (consultant)	1 <sup>er</sup> novembre 2015	À approuver	31 380 \$
STDF/PPG/516	Analyse coût-avantages de la création d'une zone ou d'un compartiment indemne de fièvre aphteuse en Tanzanie	Tanzanie	À déterminer	À déterminer	À déterminer	50 000 \$
STDF/PPG/517	Renforcement des capacités dans le secteur des épices indiennes	Inde	À déterminer	À déterminer	À déterminer	35 760 \$
STDF/PPG/534	Élaboration d'une proposition de projet pour développer la traçabilité et l'identification du bétail en Mongolie	Mongolie	À déterminer	À déterminer	À déterminer	49 750 \$
STDF/PPG/535	Répercussions de l'assistance technique axée sur l'exportation dans le domaine SPS sur la situation nationale en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires	Monde	À déterminer	À déterminer	À déterminer	75 000 \$
STDF/PPG/539	Élaboration d'un projet de système de classification en matière de biosécurité et d'enregistrement des laboratoires SPS au Guatemala	Guatemala	À déterminer	À déterminer	À déterminer	49 812 \$
STDF/PPG/550	Étude de faisabilité concernant la création d'un compartiment pour la production de viande fraîche au Zimbabwe	Zimbabwe	À déterminer	À déterminer	À déterminer	48 000 \$
STDF/PPG/553	Formation de producteurs de café et de cacao modèles en Papouasie-Nouvelle-Guinée en vue de l'adoption des bonnes pratiques agricoles et du respect des prescriptions SPS, afin de stimuler le commerce	Papouasie-Nouvelle-Guinée	À déterminer	À déterminer	À déterminer	30 560 \$